

Lundi 30 novembre 2009

l'étincelle*

TECHNOCENTRE

Renault

Guyancourt

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Sept semaines de grève de 5500 travailleurs sans papiers

Des milliers de travailleurs sans papiers en grève ont manifesté le dimanche 29 novembre à Paris, soutenus par une multitude d'organisations, dont les 5 confédérations syndicales et les 6 associations qui soutiennent leur lutte au jour le jour. « *On bosse ici, on vit ici, on reste ici ! Régularisation !* ». C'était le slogan le plus scandé. Il faisait écho, et réplique, à Sarkozy et ses ministres qui aimeraient tellement noyer le poisson, laisser planer la menace d'on ne sait quelle invasion de clandestins en cas de régularisation, qui viendraient souiller l'« *identité nationale* » et les « *valeurs de la République* ». Des fadaïses à relents électoralistes pour piper aux prochaines régionales les voix de ceux que le chômage et les difficultés aveugleraient, qui croiraient que les travailleurs d'origine immigrée en seraient la cause. Alors que ce sont les patrons qui profitent de la crise et licencient pour faire davantage de profits.

Mais les travailleurs sans papiers sont tout sauf des clandestins. Ils sont connus de leurs patrons, de leurs « *proprios* », des percepteurs et de la Sécu, des profs de leurs gosses. Ils ne manquent pas de papiers en fait, sauf d'un, ce titre de séjour qui ne ferait que sanctionner qu'ils vivent et travaillent ici depuis des années. Et que c'est leur droit le plus strict de ne pas être perpétuellement à la merci d'un contrôle de police. Leur droit élémentaire d'avoir le statut de tous les autres travailleurs, pour défendre, le plus efficacement possible, leurs conditions de travail et de salaires.

Si leur grève est efficace, c'est précisément parce qu'ils ne prennent pas le travail des autres. Et quand ils s'arrêtent, ce sont leurs patrons qu'ils paralysent.

Dans les cuisines, dans les ateliers, sur les chantiers, autant de travail qui ne se fait pas, de fric qui ne rentre pas, de donneurs d'ordre petits ou grands qui paniquent car leurs pourvoyeurs de l'intérim entre autres n'assurent plus. Ces travailleurs étant acculés par leur situation à mettre les bouchées doubles, question charge de travail, les effets de leur grève n'en sont que plus sensibles. Juste retour des choses car il faut bien que le patronat paye !

Ce patronat est le grand bénéficiaire de plus de 20 ans de lois et circulaires anti-immigrés qui n'ont pas limité le nombre de travailleurs étrangers – ce n'était pas le but –, mais ont fabriqué des dizaines voire des centaines de milliers de « sans papiers », proies faciles pour l'exploitation maximum. Une riche palette de statuts existe, entre celui qui a des feuilles de paye et d'impôts, des quittances de loyer et une carte de sécu, et celui ou celle qui n'a rien du tout et travaille totalement « au noir ». Mais le lot commun, c'est la flexibilité maximum aux exigences patronales... du moins jusqu'à aujourd'hui.

Et ils sont risibles, les ministres Besson et Darcos qui promettent de fermer les entreprises qui emploient des sans-papiers. Fermer Bouygues ? Fermer la RATP et tant d'autres qui via la sous-traitance embauchent des sans-papiers ? Fermer toutes les entreprises ?

Mercredi dernier Besson a adressé aux préfets une circulaire de régularisation « par le travail ». Un texte aussi flou que vide, qui n'ouvre aucun droit nouveau et laisse toute latitude aux caprices des préfetures dans l'évaluation des dossiers. Rien qui permette de sortir enfin de l'arbitraire et du cas par cas.

Pire, les quelques indications du texte sont très restrictives : la régularisation serait réservée à ceux qui peuvent présenter les preuves de 5 ans de séjour, aux salariés de quelques métiers dits « en tension », refusée aux Algériens et Tunisiens, et le travail au noir ne serait pas reconnu.

L'assemblée des délégués des grévistes ainsi que les 11 organisations qui les soutiennent ont décidé de continuer la grève.

Pour se donner les meilleures chances de vaincre, les travailleurs sans papiers en grève doivent combattre l'isolement – comme tant d'autres. Dans les jours et les semaines qui viennent, ils doivent et peuvent trouver notre soutien à tous. Car la lutte de la catégorie la plus exploitée de la classe ouvrière pour échapper à cette traque qui la livre au patronat, est aussi la lutte de nous tous pour l'amélioration de nos conditions de travail et de salaire.

Saint-Ouen ne demande pas l'aumône

Ces deux dernières semaines, des débrayages et des grèves ont éclaté sur les sites Renault de Cergy, Villeroy, St-Ouen-l'Aumône (pièces détachées) et Flins pour exiger une prime de 1500 €.

L'allocation de fin d'année versée aux ETAM et aux APR le 30 novembre ne peut masquer la perte de salaire en 2009 due aux salaires bloqués et à la suppression de certaines primes.

C'est ce qu'il faudrait dire le plus fort possible à la direction lors de la prochaine réunion des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires sur les salaires) du 8 décembre.

Sortez les mouchoirs... ou les banderoles !

Dans son communiqué suivant la deuxième réunion des NAO sur les salaires, la direction prévient que les mesures salariales seront « *modérées en 2010 pour tenir compte d'un environnement économique très contraint et de la condition nécessaire d'un free cash flow positif* ».

L'environnement contraint pour l'instant, c'est la baisse de notre pouvoir d'achat. Alors priorité à notre free cash flow : une prime pour compenser les pertes de revenus de 2009 et une augmentation des salaires de 300 € pour tous en 2010.

Crise : le retour

Après le CSC 2009, la direction prévoit un CSC pour 2010 : 45 jours de chômage pour les sites industriels en France après avoir augmenté les cadences en fin d'année, et du chômage ciblé dans le tertiaire et l'ingénierie. Si la crise n'existait pas, Renault l'aurait certainement inventée pour justifier la flexibilité et les délocalisations.

Leclercq de la lune

Le 18 novembre, Gérard Leclercq nous anonçait par mail que la direction tirait un bilan positif du CSC (Contrat Social de Crise) : elle aurait ainsi pu « *réduire la masse salariale* » tout en « *préservant l'emploi* ».

La masse salariale réduite, ça, on a bien vu. Mais pour l'emploi, on croit rêver les yeux ouverts après les 4400 départs du PRV !

L'aveu

Dans ce même mail, Gérard Leclercq reconnaît « *combien la semaine de 4 jours, ajoutée aux conséquences du PRV, a pu perturber la vie au travail* » et demande de poursuivre les « *actions pour limiter les conséquences de la semaine de quatre jours sur la charge de travail* ». Une manière d'avouer que les vendredis chômés ont entraîné une surcharge de travail sur les 4 jours restant.

Tour de pass-pass

Vendredi dernier, les formations PASS ou efficacités personnelles se sont déroulées dans la droite ligne des précédentes. Tant d'efforts (pour les salariés comme pour le service formation) pour rien ! Si la direction a l'art de faire du vent, les éoliennes au moins créent de l'énergie.

Une victoire bien méritée

Plusieurs salariés d'ISS, qui assurent le nettoyage d'une partie du Technocentre, viennent de gagner jusqu'à 15 000 € aux Prud'hommes. ISS a été condamné pour des déclassifications ou des diminutions de primes arbitraires.

Un encouragement à réclamer des augmentations de salaire car même légalement, ISS paie avec un lance pierre.

Travaille, mange et tais-toi !

Nouvelle enquête de satisfaction d'Avenance et toujours rien sur les tarifs. Toujours pas d'enquête non plus sur les conditions de travail des salariés des restaurants. Il y aurait pourtant tant à dire...

Le père Noël est une ordure

A Vestalia aussi, c'est la période des NAO. Mais en guise de cadeau de Noël, la direction est venue avec, dans sa hotte, la suppression des primes de panier et 1,3 % d'augmentation individuelle. Soit au bilan, une perte de salaire !

C'était un peu gros et la direction a dû reculer en partie. Mais on est encore loin du compte.

Modernisez-vous qu'ils disaient !

L'Etat, Renault, PSA, Bosch, Faurecia, Valeo et Plastic Omnium viennent de créer un second « Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobile ». Ce FMEA concerne cette fois les PME et PMI de rang 2. On a déjà vu les conséquences du premier pour les rangs 1 : licenciements, fermetures de site, délocalisations...

Tu parles d'une « modernisation » !

Sauvez-nous de nos sauveurs

Le nouvel accord signé le 27 novembre par Renault et Avtovaz prévoit le transfert de 14 600 salariés dans deux filiales d'Avtovaz, créées pour l'occasion avec l'argent public russe. En fait, ce sont des coquilles vides, sans clients, ni marché...

Un plan de sauvetage ? Mais pour qui ?

Nos sponsors, c'est vous !

Il y a deux semaines, la collecte pour l'étincelle a récolté 142 € grâce à vos dons. La parution de l'étincelle va pouvoir continuer... et toujours sans la moindre trace de publicité !